

Japon : réforme de la Constitution de 1947, et nouveau plan de relance en vue



Après la victoire de son parti conservateur aux élections sénatoriales le 10 juillet, le Premier ministre japonais Shinzo Abe a donné ce lundi le coup d'envoi d'un nouveau plan de relance budgétaire pour son pays.

Après dépouillement des suffrages exprimés aux élections sénatoriales ce 10 juillet, le Parti libéral démocrate (PLD) du Premier ministre japonais Shinzo Abe, et son partenaire de la coalition au pouvoir, le parti Komei, occupent 146 des 242 sièges de la Chambre haute du Parlement japonais, l'équivalent du Sénat.

Une progression de 11 sièges dans le cadre du renouvellement de la moitié des sièges de l'Assemblée japonaise par voie électorale. Le taux de participation s'est établi à 53,66 %, soit un point de plus qu'en 2013 pour le précédent scrutin.

Si l'on ajoute les partis proches du pouvoir, le total des sénateurs favorables à M. Abe dépasse les 162, largement au-delà de l'objectif des deux tiers voulus par M. Abe. Cette proportion est indispensable en vue d'une réforme de la Constitution de l'archipel, modifiée par référendum après validation des deux tiers de la [Diète](#), le Parlement bicaméral du Japon.

Shinzo Abe a rappelé que cette réforme de la loi fondamentale du Japon fut promise à son peuple "depuis la création" du PLD en 1955, peu de temps après la Seconde guerre mondiale, et la Constitution de 1947 rédigée sous occupation de l'archipel, après sa défaite, par les États-Unis.

Cette réforme ne se fera pas facilement, a avoué le Premier ministre : *"Mettre en œuvre la révision de la Constitution est mon devoir en tant que président du PLD, mais cela n'est pas facile et j'espère que le débat va gagner en profondeur"*, a-t-il déclaré ce lundi.

Ce fut l'occasion pour M. Abe de donner, le même jour, **le coup d'envoi d'un nouveau plan budgétaire** pour le Japon, n'en précisant toutefois pas le contenu. Selon Reuters, certains économistes craignent que ce plan ne laisse les problèmes structurels du Japon en attente, comme la baisse de la population ou de la main d'œuvre dans le pays. L'augmentation des dépenses publiques japonaises pourrait en outre accentuer la pression sur la Banque du Japon pour tenir des taux d'intérêts et un yen faibles.

Le montant du plan n'est pas encore connu, mais on parle tout de même de plus de 10.000 milliards de yens (88,8 milliards d'euros) de dépenses publiques nouvelles selon Reuters, qui cite des sources au sein du PLD.

Lire aussi : [Shinzo Abe face à ses électeurs au Japon : pourquoi le bilan de sa politique économique ultra-volontariste est nettement plus encourageant que ce qu'on vous en raconte](#)